

Bijlage 4

ATTEST DOOR DE WERKGEVER IN TE VULLEN EN BESTEMD VOOR

..... (naam van de opvangvoorziening)

Ik ondergetekende
 handelend in de naam van (benaming en adres van de werkgever)

.....
 verklaar dat de heer/Mevr.
 gehuist is te
 bij mij in dienst is als

Zijn/haar maandelijks brutobezoldiging, de kinderbijslag niet inbegrepen en na aftrek van de solidariteitsbijdrage, maar met inbegrip van :

— de huur- en standplaatsstoelage:

— de andere voordelen onderworpen aan de R.M.Z.-aangifte:
 bedraagt, voor de maand :

Af te trekken :

— R.M.Z.- bijdrage :

— Weduwen- en wezenkas :

— Omslagkas voor gemeentepensioenen :

— Bedrijfsvoorheffing :

NETTOBEZOLDIGING :

— Andere maandelijks voordelen, niet onderworpen aan de R.M.Z., nader te bepalen :

— Loopbaanonderbrekingstoelage :

— Andere :

Gepresteerde diensttijd :

Gedaan te Datum :
 Stempel van de werkgever Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1995 aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven.

De Minister-Voorzitter,
 Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 2010

IC — 274031

**13 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant le décret du 28 juillet 1992
 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes**

Le Gouvernement wallon,

- Vu le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes;
 Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;
 Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;
 Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 27 mars 1995;
 Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 mars 1995;
 Vu l'accord du Ministre du Budget;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;
 Vu l'urgence motivée par le fait qu'il importe de fixer au plus tôt les normes d'exécution du décret du 28 juillet 1992 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'accompagnement aux personnes handicapées adultes;
 Considérant qu'il est impératif d'assurer la continuité des soutiens à apporter aux personnes handicapées, il est tout aussi impératif que ces services bénéficient d'un subventionnement régulier sur base de critères objectifs;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, de la Santé et du Logement,

Arrête :

CHAPITRE Ier. - Dispositions générales

Article 1er. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° le décret : le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes;

2° le Ministre : le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions;

3° le Gouvernement : le Gouvernement wallon;

4° le service : le service d'accompagnement des personnes adultes;

5° une prestation :

a) enregistrée dans le registre d'activité;

b) qui concerne un bénéficiaire ou exceptionnellement plusieurs de ceux-ci;

c) qui implique au moins un membre du personnel à l'exception du personnel administratif;

d) dont la durée moyenne atteint au moins une heure, déplacements non compris.

Est assimilée à une prestation, aux conditions visées à l'alinéa 1er, 5°, la concertation avec :

a) les différentes structures médico-sociales avec lesquelles le service collabore;

b) les différents intervenants auprès de la personne ou de sa famille.

CHAPITRE II. - Programmation

Art. 3. Un service couvre au moins 50 000 habitants.

Le Ministre peut autoriser la création d'un service couvrant moins de 50 000 habitants.

Le Ministre détermine, pour chaque année, le nombre et la localisation des services qui peuvent être agréés.

CHAPITRE III. - Bénéficiaires

Art. 4. Les bénéficiaires doivent fournir une attestation délivrée par un pouvoir public ou un service agréé avant dans leurs attributions la reconnaissance de l'incapacité ou du handicap d'une personne.

CHAPITRE IV. - Equipe d'encadrement et qualification

Art. 5. Le service comprend au moins une équipe assurant les fonctions d'accompagnement.

Le service assure, le cas échéant, toute autre fonction complémentaire permettant au service d'accomplir ses missions de base et de rencontrer les besoins de la population desservie.

Dans chaque service, sauf dérogation ministérielle :

1° la fonction de coordination doit correspondre à des prestations équivalentes à un mi-temps;

2° les autres fonctions doivent être au moins équivalentes à deux emplois temps-plein.

Le pouvoir organisateur du service fixe les effectifs du personnel, engage le personnel chargé de l'exécution des différentes fonctions et détermine la durée des prestations.

La fonction de coordination doit être assurée par un titulaire d'un diplôme universitaire ou de niveau A1.

Les fonctions d'accompagnement, y compris la fonction administrative, doivent être assurées par les titulaires des diplômes suivants :

- travailleurs sociaux ou éducateurs de niveau A1, ou A2 s'ils suivent une formation en vue de l'obtention d'un diplôme A1;

- administratif de niveau A2.

Chaque service définit le programme de formation continue que doivent suivre les membres de l'équipe d'encadrement.

Les membres du personnel doivent faire la preuve d'une expérience utile d'un an dans une institution ou service fréquenté par des personnes handicapées.

Chacun des membres du personnel reçoit du pouvoir organisateur dont le service relève, soit une rémunération correspondant à sa fonction, ses qualifications, son ancienneté et la durée de prestations, soit, pour les membres du personnel assurant une fonction complémentaire, les honoraires et allocations fixés dans le respect de la nomenclature INAMI à la condition que soit conclue une convention en matière de déduction des frais.

CHAPITRE V. - Infrastructure

Art. 6. Le service ne peut être situé dans un bâtiment d'une institution relevant du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou relevant du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Chaque service doit être accessible aux personnes handicapées et doit comprendre :

1° un local de secrétariat équipé;

2° au moins un local réservé aux entretiens.

CHAPITRE VI. - Normes de fonctionnement

Art. 7. Chaque service doit avoir son siège social dans la région de langue française.

Art. 8. Chaque service couvre, en souscrivant une police d'assurance, sa responsabilité civile et celle de ses préposés ainsi que les dommages corporels causés aux bénéficiaires à l'occasion de leur prise en charge.

Art. 9. Chaque service tient :

- 1° un registre d'activité de chaque membre du personnel à l'exception du personnel administratif;
- 2° un dossier par membre du personnel comprenant tous les documents administratifs et notamment :
 - a) les preuves de qualification et d'expérience utiles;
 - b) un certificat de bonnes vie et mœurs;
 - c) une attestation d'un service agréé dans le cadre de la réglementation de la protection du travail délivrée lors de l'engagement, et ensuite annuellement;
- 3° un dossier par bénéficiaire inscrit comprenant :
 - a) la demande écrite d'accompagnement;
 - b) la convention conclue avec lui ou avec son représentant légal;
 - c) le document visé à l'article 4;
- 4° un dossier par bénéficiaire inscrit comprenant :
 - a) les données médicales, sociologiques, psychologiques et pédagogiques nécessaires à l'objet de la demande;
 - b) les objectifs envisagés en collaboration avec la personne handicapée ou son représentant légal;
 - c) le programme ou plan de services établi ou la méthodologie utilisée;
 - d) une évaluation de l'évolution qui est réalisée avec la personne handicapée ou son représentant légal et dont la périodicité est déterminée par le point c.

Art. 10. Chaque service garantit un fonctionnement multidisciplinaire par la tenue de réunions rassemblant tous les membres du personnel et dont les conclusions doivent être consignées dans un rapport.

Art. 11. Chaque service organise régulièrement, et en accord avec la personne, une concertation avec les différents intervenants.

Art. 12. Chaque service tient une comptabilité régulière conformément à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

Chaque service transmet avant le 30 avril ses bilans et comptes tels qu'approuvés par les instances compétentes du service.

Art. 13. Chaque service établit un rapport annuel d'activités comprenant au minimum des statistiques concernant :

- 1° le nombre, l'âge, le sexe, l'état civil, la nationalité, le domicile des bénéficiaires inscrits;
- 2° la nature des demandes, les secteurs d'activités, les temps d'accompagnement par bénéficiaire;
- 3° l'efficacité de l'intervention en fonction des objectifs envisagés.

Art. 14. Chaque service se soumet aux évaluations et contrôles effectués par les services d'inspection du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.

Dans ce but, le responsable du service doit :

- 1° mettre à la disposition les différents dossiers, rapports et documents visés aux articles 9, 10, 12 et 13;
- 2° fournir tous documents ou renseignements jugés nécessaires;
- 3° ne mettre aucune entrave à une enquête éventuelle.

CHAPITRE VII. - Procédure d'octroi de l'agrément

Art. 15. La demande est introduite auprès du Ministre.

La demande est accompagnée des documents et renseignements suivants :

- 1° les dénomination, adresse et statut juridique du pouvoir organisateur ainsi qu'une copie des statuts publiés au *Moniteur belge* s'il s'agit d'une A.S.B.L.;
- 2° un plan d'implantation du siège ainsi qu'un plan des locaux indiquant leur destination exacte;
- 3° les nom, date de naissance, adresse, qualité et un certificat récent de bonnes vie et mœurs du représentant du pouvoir organisateur ainsi que du responsable de la gestion journalière;
- 4° une liste des membres de l'équipe d'encadrement en place ou pressentie accompagnée, pour chacun, d'une fiche mentionnant :
 - a) les nom, prénoms, date de naissance et adresse;
 - b) la fonction exercée dans l'équipe;
 - c) les intitulés et date d'obtention des diplômes et des formations complémentaires;
 - d) les fonctions antérieures exercées;
 - e) la durée hebdomadaire des prestations;
- 5° une copie du contrat ou de la convention liant le membre de l'équipe d'encadrement au service;
- 6° un rapport d'activités du service portant sur l'année antérieure et permettant de déterminer le nombre moyen de bénéficiaires ainsi que le nombre total d'heures d'intervention.

Lorsqu'il s'agit d'une première demande d'agrément, la liste des membres du personnel prévue au point 4° ne comporte que la liste des fonctions pressenties, le point 5° est supprimé et le rapport d'activités prévu au point 6° est remplacé par le projet prévu pour le service.

Art. 16. Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans les deux mois de la réception de tous les documents et renseignements mentionnés à l'article 15, alinéa 2.

Si la demande n'est pas accompagnée de tous les documents et renseignements visés à l'article 15, alinéa 2, le demandeur en est avisé endéans le mois.

A défaut d'avis en ce sens dans ce délai, la demande est considérée comme complète et régulière.

Art. 17. L'agrément est accordé pour une période maximale de trois ans. Il peut être renouvelé pour une durée égale ou inférieure à trois ans.

L'agrément mentionne le type de service d'accompagnement et, le cas échéant, les activités spécifiques dont est chargé le service. Il détermine le nombre, la composition, les qualifications et les prestations des membres de l'équipe pris en compte pour le subventionnement.

Art. 18. La demande de renouvellement doit être introduite au moins six mois avant l'expiration de la période précédente. Elle doit être accompagnée des documents et renseignements visés à l'article 15, alinéa 2.

Le service reste agréé provisoirement jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande introduite conformément à l'alinéa 1er.

Art. 19. Le non-renouvellement et le retrait d'agrément sont susceptibles d'un recours auprès du Gouvernement.

Le recours doit être introduit par lettre recommandée à la poste, dans les deux mois de la notification de la décision querrelée, auprès du Ministre. Le service sera entendu.

CHAPITRE VIII. - *Les subventions*

Art. 20. Pour bénéficier des subventions, chaque service doit fournir la preuve de ce que durant l'année civile qui précède il a cumulativement :

- 1° suivi au moins 50 bénéficiaires;
- 2° effectué au moins 2 500 prestations.

Toutefois :

- les services qui suivent 45 à 49 personnes ou prodiguent 2 250 à 2 450 prestations par an voient la subvention couvrant les dépenses de personnel réduite de 10 %;
- les services qui suivent 40 à 44 personnes ou prodiguent 2 000 à 2 200 prestations par an voient la subvention couvrant les dépenses de personnel réduite de 20 %;
- les services qui suivent moins de 40 personnes ou prodiguent moins de 2 000 prestations par an ne sont pas subventionnables.

Art. 21. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre alloue au pouvoir organisateur de chaque service des subventions pour :

- 1° les dépenses couvrant le personnel pris en considération par l'arrêté d'agrément;
- 2° les frais de fonctionnement.

Art. 22. La rémunération ou le traitement sont pris en considération à concurrence des échelles barémiques applicables, pour des fonctions similaires, au personnel des services du Gouvernement.

L'ancienneté pécuniaire est calculée conformément aux dispositions applicables au personnel des services du Gouvernement.

Lorsqu'il s'agit d'un travailleur engagé dans le cadre d'un programme de résorption du chômage pour lequel le service perçoit une subvention autre que celles prévues par le présent arrêté, la subvention couvre uniquement la quote-part restant à charge de l'employeur. Le pouvoir organisateur du service est tenu de communiquer au Ministre le montant des subventions perçues dans le cadre de ces programmes de résorption du chômage.

Art. 23. Les frais de fonctionnement et d'infrastructure sont pris en considération par an et par service, à concurrence de 500 000 francs.

Le Ministre peut indexer annuellement le montant prévu pour les frais de fonctionnement.

Toute dépense pour laquelle une demande de subvention est introduite, n'est prise en compte que sur présentation des pièces justificatives y afférentes.

Art. 24. Les dépenses de personnel font l'objet d'avances trimestrielles égales au quart des dépenses annuelles de personnel admises aux subventions.

Les frais visés à l'article 23 font l'objet d'avances trimestrielles égales au quart du plafond fixé à l'article 23.

Les avances trimestrielles sont versées dans le mois qui suit le trimestre auquel elles se rapportent.

Le solde de la subvention est liquidé au cours du deuxième trimestre qui suit l'exercice.

L'excédent de subvention est remboursé au cours du deuxième trimestre qui suit l'exercice.

Aucune subvention ne sera accordée au service qui n'a pas transmis au Ministre, avant le 30 avril, les données comptables et les pièces justificatives de l'exercice précédent, toute avance perçue indûment donne lieu à récupération.

CHAPITRE IX. - *Les services chargés d'activités spécifiques*

Art. 25. Le Ministre peut agréer des services chargés d'activités spécifiques.

Ces services :

1° acceptent les demandes émanant de bénéficiaires ou des autres services d'accompagnement et relatives à des personnes atteintes d'un type déterminé de handicap ou à des secteurs d'activités particuliers prévus dans leur arrêté d'agrément;

2° exercent une activité spécifique en appui des services d'accompagnement.

Art. 26. Les services chargés d'activités spécifiques couvrent l'ensemble du territoire de la région de langue française.

Art. 27. Les prestations effectuées par les services chargés d'activités ne peuvent pas être comptabilisées par les autres services dans le cadre des conditions pour l'octroi des subventions visées à l'article 20.

CHAPITRE X. - Disposition transitoire

Art. 28. Les services qui bénéficiaient d'une subvention en 1994 disposent d'une année à dater de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté pour introduire une demande d'agrément conformément à l'article 15.

CHAPITRE XI. - Dispositions finales

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le 13 avril 1995.

Art. 30. Le Ministre ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 avril 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

[C - 27403]

N. 95 - 2010

13 APRIL 1995. - Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het advies van de Waalse adviesraad voor gehandicapte personen, gegeven op 27 maart 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 maart 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de uitvoeringsnormen van het decreet van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten zo vlug mogelijk vastgesteld moeten worden;

Overwegende dat de hulpverlening aan gehandicapte personen gewaarborgd moet blijven en dat voornoemde diensten, op basis van objectieve criteria, derhalve een regelmatige subsidiëring moeten genieten;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten;

2° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden het gehandicaptenbeleid behoort;

3° Regering : de Waalse Regering;

4° dienst : de begeleidingsdienst voor volwassen gehandicapten;

5° een dienstverlening : de dienstverlening die :

a) in het activiteitenregister ingeschreven is;

b) één of uitzonderlijkerwijs verscheidene begunstigen betreft;

c) minstens een personeelslid vereist, met uitzondering van het bestuurspersoneel;

d) waarvan de gemiddelde duur minstens gelijk is aan één uur, verplaatsingen niet inbegrepen.

Met een dienstverlening wordt, onder de in alinea 1, 5°, bedoelde voorwaarden, gelijkgesteld de overleg met :

a) de verschillende medisch-sociale structuren waarmee de dienst samenwerkt;

b) de verschillende interveniënten bij de persoon of diens gezin.

HOOFDSTUK II. - *Programmering*

Art. 3. Een dienst dekt minstens 50 000 inwoners.

De Minister kan instemmen met de oprichting van een dienst voor minder dan 50 000 inwoners.

De Minister bepaalt jaarlijks het aantal en de localisatie van de diensten die erkend kunnen worden.

HOOFDSTUK III. - *Begunstigden*

Art. 4. De begunstigden moeten een bewijs voorleggen dat wordt afgegeven door een overheid of een erkende dienst die bevoegd is om de onbekwaamheid of de handicap van een persoon vast te stellen.

HOOFDSTUK IV. - *Begeleidingsploeg en kwalificatie*

Art. 5. De dienst bevat minstens een ploeg die de begeleidingsfuncties vervult.

In voorkomend geval vervult de dienst elke andere aanvullende functie m.b.t. zijn basisopdrachten, die helpt voorzien in de behoeften van de betrokken bevolking.

Behalve ministeriële afwijking :

1° moet de coördinatiefunctie in elke dienst overeenstemmen met dienstverleningen die goed zijn voor één half-time baan;

2° moeten de andere functies er goed zijn voor minstens twee volledige banen.

De inrichtende macht van de dienst stelt de personeelsbezetting vast, neemt het personeel in dienst dat de verschillende functies moet vervullen en bepaalt de duur van de dienstverleningen.

De coördinatiefunctie moet vervuld worden door de houder van een universitair diploma of van een diploma van niveau A1.

De begeleidingsfuncties alsook de bestuursfunctie moeten vervuld worden door de houders van de volgende diploma's :

- maatschappelijk werkers of opvoeders A1, of A2 als ze een opleiding volgen met het oog op het behalen van een diploma A1;

- administratief van niveau A2.

Elke dienst bepaalt het programma van permanente vorming die de leden van de begeleidingsploeg moeten volgen.

De personeelsleden moeten het bewijs leveren van een nuttige ervaring van één jaar in een instelling of dienst voor gehandicapte personen.

Ieder personeelslid krijgt van de inrichtende macht waaronder de dienst ressorteert, hetzij een bezoldiging die overeenstemt met zijn functie, zijn kwalificaties, zijn anciënniteit en de duur van zijn dienstverleningen, hetzij, voor de personeelsleden die een aanvullende functie vervullen, het ereloon en de toelagen vastgesteld met machtneming van de R.I.Z.I.V.-nomenclatuur, op voorwaarde dat een overeenkomst inzake kostenafrek is gesloten.

HOOFDSTUK V. - *Infrastructuur*

Art. 6. De dienst mag niet gelegen zijn in een gebouw van een instelling die ressorteert onder het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten of het gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Elke dienst moet toegankelijk zijn voor de gehandicapte personen en moet voorzien zijn van :

1° een lokaal bestemd voor het secretariaat;

2° ten minste een lokaal bestemd voor het onderhoud.

HOOFDSTUK VI. - *Werkingsnormen*

Art. 7. Elke dienst moet zijn zetel in het Franse taalgebied hebben.

Art. 8. Door het aangaan van een verzekering dekt elke dienst zijn rechtspersoonlijkheid en die van zijn aangestelden alsook de lichamelijke schade die de begunstigden bij hun tenlasteneming wordt toegebracht.

Art. 9. Elke dienst houdt :

1° een activiteitenregister voor elk personeelslid, behalve voor het bestuurspersoneel;

2° een dossier per personeelslid, waarin alle bestuursdocumenten voorkomen, en met name :

a) de bewijzen van kwalificatie en nuttige ervaring;

b) een getuigschrift van goed zedelijk gedrag;

c) een bewijs dat bij de indienstneming, en daarna jaarlijks, wordt afgegeven door een in het kader van het reglement op de arbeidsbescherming erkende dienst;

3° een dossier per ingeschreven begunstigde met :

a) de geschreven aanvraag om begeleiding;

b) de met hem of met zijn wettige vertegenwoordiger gesloten overeenkomst;

c) het in artikel 4 bedoelde document;

4° een dossier per ingeschreven begunstigde met :

a) de nodige medische, sociologische, psychologische en pedagogische gegevens;

b) de doeleinden vastgesteld in samenwerking met de gehandicapte persoon of zijn wettige vertegenwoordiger;

c) het vastgestelde programma van diensten-of de gebruikte methodologie;

d) een inschatting, samen met de gehandicapte persoon of zijn wettige vertegenwoordiger, van de evolutie, waarvan de periodiciteit in punt c bepaald wordt.

Art. 10. Elke dienst waarborgt een multidisciplinaire werking door het houden van vergaderingen die door alle personeelsleden worden bijgewoond en waarvan de conclusies in een verslag opgetekend moeten worden.

Art. 11. Elke dienst pleegt, in overeenstemming met de persoon, regelmatig overleg met de verschillende interveniënten.

Art. 12. Elke dienst voert een regelmatige boekhouding, overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen.

Elke dienst doet zijn door de bevoegde instanties van de dienst goedgekeurde balansen en rekeningen vóór 30 april toekomen.

Art. 13. Elke dienst maakt een jaarlijks activiteitenverslag op, met statistieken over :

- 1° het aantal ingeschreven begunstigen, hun leeftijd, geslacht, burgerlijke stand, nationaliteit en woonplaats;
- 2° de aard van de aanvragen, de activiteitensectoren, de begeleidingsduur per begunstigde;
- 3° de doeltreffendheid van de tegemoetkoming in verband met de vastgestelde doeleinden.

Art. 14. Elke dienst onderwerpt zich aan de evaluaties en controles van de inspectiediensten van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Met het oog hierop moet elke vertegenwoordiger van de dienst :

- 1° de verschillende dossiers, verslagen en documenten bedoeld in de artikelen 9, 10, 12 en 13, ter beschikking van de inspectiediensten stellen;
- 2° hen alle documenten of gegevens verstrekken die ze nuttig achten;
- 3° een mogelijk onderzoek niet in de weg staan.

HOOFDSTUK VII. - *Erkenningsprocedure*

Art. 15. De aanvraag wordt bij de Minister ingediend.

Bij de aanvraag worden de volgende documenten en gegevens gevoegd :

- 1° de naam, het adres en het rechtsstatuut van de inrichtende macht, alsook een afschrift van de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten als het om een VZW gaat;
- 2° een plan van de vestiging van de zetel, alsook een plan van de lokalen met de nauwkeurige bestemming ervan;
- 3° de naam, de geboortedatum, het adres, de hoedanigheid en een recent getuigschrift van goed zedelijk gedrag van de vertegenwoordiger van de inrichtende macht alsook van de verantwoordelijke van het dagelijks beheer;
- 4° een lijst van de leden van de bestaande begeleidingsploeg met, voor ieder lid, een fiche waarop de volgende gegevens voorkomen :

- a) de naam, de voornamen, de geboortedatum en het adres;
- b) de binnen de ploeg vervulde functie;
- c) het opschrift en de datum van de diploma's en de aanvullende opleidingen;
- d) de vroeger vervulde functies;
- e) de wekelijkse duur van de dienstverleningen;

5° een afschrift van het contract of de overeenkomst waarbij elk lid van de begeleidingsploeg aan de dienst is verbonden;

6° een activiteitenverslag van de dienst dat op het vorige jaar slaat en dat het gemiddelde aantal begunstigen alsook het volledige aantal uren dienstverleningen helpt bepalen.

Voor een eerste aanvraag om erkenning bevat de in 4° vermelde lijst van de personeelsleden slechts de opsomming van de benaderde functies; punt 5° wordt geschrapt en het in 6° vermelde activiteitenverslag wordt vervangen door het voor de dienst bestemde ontwerp.

Art. 16. De Minister beslist over de aanvraag om erkenning binnen twee maanden na ontvangst van alle documenten en gegevens vermeld in artikel 15, alinea 2.

Als bovenvermelde documenten en gegevens niet bij de aanvraag zijn gevoegd, wordt de aanvrager binnen de maand verwittigd.

Indien binnen deze termijn geen advies in die zin is uitgebracht, wordt de aanvraag geacht volledig en regelmatig te zijn.

Art. 17. De erkenning wordt voor maximum drie jaar toegekend. Die periode kan met maximum drie jaar verlengd worden.

De erkenning vermeldt het type van begeleidingsdienst en, in voorkomend geval, de specifieke activiteiten van de dienst. Ze bepaalt de ploegsamenstelling, het aantal ploegleden dat in aanmerking komt voor de subsidiëring, alsook hun kwalificaties en dienstverleningen.

Art. 18. De aanvraag om verlenging moet minstens zes maanden vóór het verstrijken van de voorafgaande periode ingediend worden. Bij de aanvraag moeten de in artikel 15, alinea 2, bedoelde documenten en gegevens worden gevoegd.

De erkenning van de dienst blijft lopen totdat beslist wordt over de overeenkomstig alinea 1 ingediende aanvraag.

Art. 19. Als de erkenning niet verlengd wordt of als ze ingetrokken wordt, kan een beroep bij de Regering worden ingesteld.

Het beroep moet bij ter post aangetekende brief bij de Minister ingediend worden, binnen twee maanden na betekening van de omstreden beslissing. De dienst zal gehoord worden.

HOOFDSTUK VIII. - *Toelagen*

Art. 20. Om de toelagen te kunnen genieten levert elke dienst het bewijs dat het, gedurende het vorige kalenderjaar, cumulatief :

- 1° minstens 50 begunstigen heeft gevolgd;
- 2° minstens 2 500 dienstverleningen heeft gewaarborgd.

Desalniettemin :

- wordt de toelage die de personeelsuitgaven dekt, met 10 % verminderd voor de diensten die 45 à 49 personen volgen of 2 250 à 2 450 dienstverleningen per jaar waarborgen;
- wordt de toelage die de personeelsuitgaven dekt, met 20 % verminderd voor de diensten die 40 à 44 personen volgen of 2 000 à 2 200 dienstverleningen per jaar waarborgen;
- krijgen de diensten die minder dan 40 personen volgen of minder dan 2 000 dienstverleningen per jaar waarborgen, geen toelage.

Art. 21. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Minister de inrichtende macht van elke dienst toelagen voor :

- 1° de uitgaven die het bij het besluit tot erkenning in aanmerking genomen personeel dekken;
- 2° de werkingskosten.

Art. 22. Het loon of de wedde wordt in aanmerking genomen op grond van de weddeschalen die, voor gelijksoortige functies, van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Regering.

De geldelijke anciënniteit wordt berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de Regering.

Voor een werknemer die tewerkgesteld is in het kader van een programma voor geleidelijke werkloosheidsbestrijding en voor wie de dienst een andere toelage geniet dan die bedoeld in dit besluit, dekt de toelage enkel de werkgeversbijdrage.

De inrichtende macht van de dienst moet het bedrag van de in het kader van een programma voor werkloosheidsbestrijding verleende toelagen aan de Minister mededelen.

Art. 23. De werkings- en infrastructuurkosten worden, per jaar en per dienst, voor een maximumbedrag van 500 000 frank in aanmerking genomen.

De Minister mag het voor de werkingskosten bestemde bedrag jaarlijks indexeren.

Elke uitgave waarvoor een aanvraag om toelage is ingediend, wordt slechts in overweging genomen op voorlegging van de bewijsstukken die er betrekking op hebben.

Art. 24. De personeelskosten zijn het voorwerp van driemaandelijke voorschotten gelijk aan het vierde van de jaarlijkse personeelsuitgaven waarvoor toelagen kunnen worden verleend.

De in artikel 23 bedoelde kosten zijn het voorwerp van driemaandelijke voorschotten gelijk aan het vierde van het in artikel 23 vastgelegde plafond.

De driemaandelijke voorschotten worden uitbetaald binnen de maand die volgt op het kwartaal waarop ze betrekking hebben.

Het saldo van de toelage wordt vereffend in de loop van het tweede kwartaal dat op het boekjaar volgt.

Het overschot van de toelage wordt terugbetaald in de loop van het tweede kwartaal dat op het boekjaar volgt.

Er zal geen enkele toelage worden verleend aan de dienst die de boekhoudkundige gegevens en bewijsstukken van het vorige boekjaar niet vóór 30 april aan de Minister heeft verstrekt, elk ten onrechte geïnde voorschot geeft aanleiding tot terugbetaling.

HOOFDSTUK IX. - *Diensten belast met specifieke activiteiten*

Art. 25. De Minister kan diensten erkennen die met specifieke activiteiten belast zijn.

Die diensten :

1° aanvaarden de aanvragen uitgaande van begunstigen of andere begeleidingsdiensten en betreffende personen die door een bepaald type handicap getroffen zijn of bijzondere activiteitensectoren waarvan sprake in het besluit tot erkenning,

2° oefenen een specifieke activiteit uit om de begeleidingsdiensten te steunen.

Art. 26. De diensten belast met specifieke activiteiten bestrijken het gehele grondgebied van het Franse taalgebied.

Art. 27. De door voornoemde diensten gewaarborgde dienstverleningen mogen niet door de andere diensten in de boeken opgenomen worden in het kader van de toekenningsvoorwaarden voor de in artikel 20 bedoelde toelagen.

HOOFDSTUK X. - *Overgangsbepaling*

Art. 28. De diensten die in 1994 een toelage genoten, beschikken vanaf de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* over één jaar om een aanvraag om erkenning overeenkomstig artikel 15 in te dienen.

HOOFDSTUK XI. - *Slopbepalingen*

Art. 29. Dit besluit treedt in werking op 13 april 1995.

Art. 30. De Minister tot wiens bevoegdheden het gehandicaptenbeleid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 april 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX